



Le Saint-Siège

**DISCOURS DU PAPE PAUL VI
AUX REPRÉSENTANTS QUALIFIÉS
DES SIX PARTENAIRES DU MARCHÉ COMMUN***

Jeudi 16 septembre 1971

Excellences et chers Messieurs,

Nous sommes très sensible à ce désir que vous avez manifesté de Nous rencontrer à l'issue de la réunion que vous venez de tenir à L'Aquila, entre représentants qualifiés des six partenaires actuels du Marché commun, sur les problèmes agricoles. Conscient des graves questions posées par la disparité des conditions naturelles et des structures sociales dans l'agriculture européenne, Nous voudrions simplement vous apporter le témoignage de Notre estime, l'assurance de Notre encouragement, le réconfort de Notre prière et de Notre Bénédiction.

Et d'abord, chacun le sait, l'équilibre de la Communauté européenne, si délicat à assurer et en même temps si nécessaire à obtenir, ne saurait être maintenu si le secteur agricole ne bénéficiait pas lui-même des aménagements et des réajustements qu'il requiert continuellement. Voici dix ans maintenant, notre Prédécesseur le Pape Jean XXIII, de vénérée mémoire, éprouvait le besoin d'y consacrer une partie notable de son encyclique «Mater et Magistra». Les problèmes qu'il évoquait n'ont rien perdu de leur acuité: l'exode rural s'est, au contraire, amplifié, et, avec lui, la nécessité de moderniser l'outillage, de réorganiser le travail, de rationaliser les exploitations, de spécialiser la production, d'assurer des débouchés dans une plus grande stabilité des prix, etc. . . . Nous le savons, en ce domaine les répercussions extrêmement complexes provoquées par telle ou telle décision sont sans doute plus difficiles à prévoir et à maîtriser que dans le secteur industriel, et Nous vous invitons à accorder une attention toujours plus vive aux problèmes humains qu'elles entraînent, au niveau de chaque catégorie de ruraux. L'agriculture demeure pour nos pays une base indispensable à leur vitalité; elle l'est plus encore si l'on considère les besoins alimentaires du Tiers-Monde dont les pays plus développés ne sauraient se désintéresser. Aussi les paysans ont-ils besoin de vaincre l'impression d'appartenir à un «secteur déprimé», et de

recevoir de l'opinion comme des pouvoirs publics estime et encouragements à remplir une tâche nécessaire au bien commun.

C'est dire l'ampleur et l'importance du travail à fournir pour que l'agriculture soit toujours mieux à même d'accomplir cette fonction irremplaçable qui est la sienne pour la vie du monde. Sans nul doute, des réformes de structures sont à mettre en œuvre, à la fois avec courage et d'une manière progressive. Les changements les meilleurs au plan technique et économique seraient en effet sans lendemain, si les esprits n'étaient alertés sur leur nécessité, préparés à les admettre, et gagnés à les appliquer, tant il est vrai que tout ce qui est fait pour l'homme doit être accompli avec son active participation. Si aucune catégorie d'agriculteurs ne saurait en effet être délibérément sacrifiée aux objectifs économiques ou politiques d'une nation ou de la Communauté européenne, toutes doivent cependant comprendre que la défense de leurs intérêts propres doit toujours se concilier avec la promotion du bien commun et passe donc par une nécessaire coordination des projets et des réalisations à une échelle de plus en plus vaste. L'une de vos tâches les plus importantes, nous semble-t-il, est de vous employer inlassablement à faire prendre conscience de cette complémentarité des divers secteurs agricoles, à faire évoluer les mentalités en ce sens, et à préparer les voies des aménagements nécessaires sans vous substituer aux organismes professionnels, et dans le souci constant d'éviter que les plus démunis ne soient sacrifiés par les plans élaborés en vue d'une meilleure productivité.

Beaucoup de problèmes délicats vous sont d'ores et déjà posés: comment orienter la sélection en évitant les dangers de la spécialisation à outrance, comment permettre aux travailleurs agricoles d'atteindre partout le niveau de vie, la sécurité et la culture humaine des autres catégories sociales sans les détourner pour autant de leur noble vocation, ni les déraciner de leurs attaches naturelles, comment faire face à l'abondance de la production sans oublier la disette qui sévit ailleurs? Nous voulons espérer avec vous que le dynamisme des populations agricoles, leur volonté constante de progrès, leur collaboration effective, un sens du bien commun élargi, le souci de la justice et la compréhension d'une solidarité internationale, comme aussi l'attachement aux plus hautes valeurs morales et spirituelles, les aideront à accepter leur part de sacrifices nécessaires. A ce prix les ruraux pourront eux aussi atteindre un développement qui ne saurait être authentique s'il n'était à la fois intégral et solidaire, soucieux de ne pas se limiter à une simple croissance matérielle, mais de promouvoir aussi bien tout l'homme que tous les hommes (Cfr. *Populorum progressio*, 14). A ces conditions, le monde rural saura prendre au sein de la communauté européenne la place de choix qui lui revient, pour son propre épanouissement comme pour le bénéfice de tous. C'est dire que l'avenir doit être envisagé avec beaucoup d'espoir si chacun, à commencer par vous-mêmes, prend les moyens de l'assurer avec compétence et humanité.

De tout cœur, Nous appelons sur vos travaux, accomplis au sein du Conseil des ministres, - Nous saluons avec plaisir son actuel président, Son Excellence Monsieur Lorenzo Natali -, et avec l'aide des délégués du «Conseil spécial d'Agriculture», l'abondance des divines grâces. Et Nous vous

donnons pour vous-mêmes, comme pour tous ceux qui vous sont chers, Notre Bénédiction Apostolique.

*AAS 63 (1971), p.748-750;

Insegnamenti di Paolo VI, vol. IX, p.779-782;

OR 17.9.1971 p.1;

ORf n.39 p.11;

La Documentation catholique n.1594 p.864-865.